

Projet de loi visant principalement à moderniser le régime forestier

Le projet de loi vise à apporter des solutions aux défis actuels du secteur forestier au Québec :

- Le contexte économique actuellement difficile a une incidence sur la rentabilité des usines;
- Le litige commercial sur le bois d'œuvre résineux entre les États Unis et le Canada ainsi que les menaces d'imposition de tarifs douaniers nuisent à l'industrie des produits forestiers;
- Le territoire public est sollicité à de nombreuses fins, ce qui crée, pour le gouvernement, un défi de conciliation des usages.

1 Recourir au zonage du territoire forestier public pour :

- Faciliter la conciliation des différents usages en terres publiques
- Intensifier les activités d'aménagement forestier sur certains territoires
- Protéger les investissements en sylviculture
- Assurer une production de bois répondant aux besoins économiques des régions

2 Mettre en place le concept d'aménagiste forestier régional pour :

- Établir une gestion forestière plus agile et mieux adaptée aux particularités locales et régionales

3 Simplifier la planification forestière et allonger l'horizon de planification pour :

- Offrir une meilleure prévisibilité à l'ensemble des utilisateurs et utilisatrices de la forêt
- Améliorer la compétitivité des entreprises du secteur forestier
- Accroître l'efficacité dans les opérations forestières

4 Renforcer les partenariats avec les communautés autochtones pour :

- Améliorer les relations et accroître la collaboration avec les communautés autochtones en assurant la prise en considération de leurs droits dans l'aménagement durable des forêts

5 Mettre en œuvre un modèle d'aménagement forestier misant sur un rendement accru et l'adaptation aux changements climatiques pour :

- Renforcer la résilience des forêts aux changements climatiques
- Accroître la productivité des forêts en plus du maintien de la biodiversité et de la viabilité des écosystèmes
- Permettre aux forêts publiques de contribuer à la décarbonation de l'économie

6 Alléger et simplifier l'environnement réglementaire des propriétaires forestiers privés pour :

- Favoriser l'aménagement forestier des forêts privées

7 Se doter d'un plan de gestion des chemins multiusages qui intégrera notamment le principe d'utilisateur-payeur pour :

- Assurer le suivi, l'entretien et la réfection du réseau de chemins multiusages
- Renforcer l'application du principe d'utilisateur-payeur